

Questions orales

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, il n'y a aucune contradiction avec ce que j'ai dit vendredi. Il s'agissait d'une question de santé, qui relève de mes fonctions de ministre. C'est ce qui explique ma déclaration de vendredi.

Le député doit comprendre que pour sa part, le gouvernement souhaite sincèrement que les compagnies suivent l'exemple de British Airways et de Lufthansa et remboursent les billets d'avion. Je discuterai sûrement de la question avec le ministre des Transports quand il sera de retour, et avec d'autres aussi, pour essayer d'obtenir la même coopération. Le député doit savoir qu'il s'agit d'une société de la Couronne qui envisage sa politique . . .

M. le Président: A l'ordre.

ON DEMANDE L'AIDE DU GOUVERNEMENT—L'ASSURANCE DES
TOURISTES

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, comme j'ai aussi reçu la confirmation que Lloyd's de Londres et Voyageur Travel Insurance Limited n'honoreront pas les polices concernant l'assurance-maladie—ces sociétés ne voient pas de risque dans la situation actuelle—et comme Air Canada n'accorde pas de remboursements, pourquoi le gouvernement ne fait-il pas quelque chose pour ces touristes? Pourquoi ne les assure-t-il pas lui-même contre ce risque?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, ces suggestions ne me paraissent pas tellement utiles dans les circonstances.

M. Waddell: Pourquoi pas? Vous dites aux gens de ne pas aller là-bas.

M. Epp (Provencher): Le député est-il en train de dire que lorsqu'un problème de radiation se pose, à Varsovie ou ailleurs, le ministre de la Santé du Canada est censé dire aux Canadiens de ne pas y aller? C'est ridicule.

* * *

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LES PAIEMENTS DE TRANSFERTS AUX PROVINCES—LE
QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État (Finances).

Dans le cadre des paiements de transferts aux provinces, est-ce que son ministère entend traiter avec le Québec d'une façon spéciale?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, toutes les provinces sont traitées de la

même façon par ce gouvernement: d'une façon équitable. Il n'y a pas de différence pour le Québec, ni maintenant, ni pour l'avenir. Mais il est important de dire aussi que, hier, le *Conference Board* a annoncé que la province de Québec devrait bénéficier de la croissance économique cette année, et ce à cause des politiques de ce gouvernement.

* * *

[Traduction]

L'ADMINISTRATION

LE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—
L'APPLICATION DES DIRECTIVES SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le président, au sujet des présumées accusations de conflit d'intérêts lancées contre le ministre du MEIR, nous avons entendu à la Chambre depuis une semaine la description de ce qui semble être une coterie ou un club fort commode auquel appartenaient un ministre du cabinet, ses parents et amis. Telle semble être la situation, le gouvernement a financé.

Des voix: Règlement!

M. Baker: Le vice-premier ministre n'a nullement réussi à dissiper ces doutes. Ne serait-il pas temps que le vice-premier ministre permette au ministre de répondre lui-même à ces accusations?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Abstraction faite de la toute nouvelle dimension que le député a donnée à la question dans ses remarques préliminaires, la période des questions a été consacrée en grande partie aux réponses du ministre intéressé.

Des voix: Oh, oh!

LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

M. George Baker (Gander—Twillingate): Non pas sur le conflit d'intérêts, comme les députés l'ont signalé, monsieur le Président. Le vice-premier ministre se contente de dire que nous avons le droit de porter une accusation. Si nous avons le droit, comme le prétend le vice-premier ministre, de porter une accusation, ne convient-il pas que nous entendions ce que le ministre a à dire avant de porter une accusation. Pourquoi vouloir museler le ministre à ce sujet?

● (1450)

Des voix: Bravo!

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, tout homme sensé qui suit ces délibérations se rend compte que loin d'être muselé le ministre a répondu à de nombreuses questions aujourd'hui.